

## À NOUS, TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, DE NOUS FAIRE ENTENDRE !

Le cirque parlementaire continue de plus belle. Un mauvais théâtre de guignols, où chacun tente de cacher sa réplique, entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Tant mieux, nous avons notre carte à jouer !

### Face à la démocratie des patrons...

Dans les derniers rebondissements, le comble du ridicule aura quand même été de voir Élisabeth Borne se dire favorable à la suspension de la réforme des retraites... elle qui avait maintenu coûte que coûte le relèvement de l'âge légal de départ à 64 ans, après des mois de manifestations massives à travers toutes les villes de France pour s'y opposer. De quoi bien comprendre ce qu'est leur démocratie : s'asseoir sur l'opinion de tout un pays, pour nous imposer ce que nous rejetons tous unanimement. Pour satisfaire les seuls intérêts du patronat et diminuer le montant de nos pensions.

Macron et le gouvernement que vient de former son Premier ministre, déjà démissionnaire deux fois en dix jours, seraient-ils devenus brusquement plus à l'écoute de nos revendications ? Ils sont à la recherche de n'importe quelle porte de sortie à la crise politique et surtout de toute solution pour ne pas attiser la colère populaire qui, à tout moment, pourrait se transformer à nouveau en grèves et en manifestations. Alors si, pour cela, ils se disent prêts à suspendre momentanément cette réforme, ce serait pour mieux continuer à nous attaquer ensuite, en décalant cette fois l'âge de départ au-delà des 64 ans. De Bardella à Faure, en passant par Retailleau, tous en sont capables ! Sous Macron comme sous Hollande, ils ont tous voté des lois en ce sens, pour le plus grand bonheur des patrons. Il n'y a rien à attendre de ce nouveau gouvernement, probablement très provisoire, ou même de nouvelles élections : tous les partis de gouvernement sont aux ordres du

patronat. Rien à attendre de la gauche, qui est allée jusqu'à mettre en avant un « objectif cohabitation ! » avec Macron. Et surtout rien à attendre de l'extrême droite, qui trouve de plus en plus de milliardaires pour défendre ses idées et la financer, de Stérin à Bolloré, et cherche à semer la haine raciste pour mieux nous diviser entre travailleurs.

### Imposons nos revendications !

Tout l'enjeu actuel, c'est donc de savoir qui gouvernera... au service des capitalistes. Ils nous imposent depuis des années les licenciements, la dégradation des services publics, la hausse des prix et la diminution de nos salaires réels. Alors pas question de payer pour leur dette avec un énième plan d'austérité. À travers les baisses d'impôts et les aides en tout genre, les patrons touchent chaque année entre 211 et 270 milliards d'euros ! L'austérité, ce serait à eux de la subir enfin.

Avec les journées du 10 septembre, puis du 18 septembre et du 2 octobre, les manifestations et les grèves ont fait la une. Une rentrée sociale comme il n'y en a pas eu depuis bien longtemps. Des luttes contre les licenciements ont lieu actuellement, d'autres pour de meilleures conditions de travail ou de salaire. Dans la Loire, les salariés du leader mondial de la production de café, le groupe néerlandais JDE Peet's, viennent d'obtenir une augmentation de 160 euros brut mensuels minimum pour l'ensemble des salariés et une prime de 1 500 euros grâce à leur grève.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de tout bloquer, car nous sommes à la base de toute l'économie, à la source de tous leurs profits.

Bien au-delà du casting du prochain gouvernement Macron, ou de celui des prochaines élections, c'est à nous battre contre les attaques du futur gouvernement et du patronat qu'il faut nous préparer.

*Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 13 octobre 2025*

### **La présidente de la fac de Nanterre fait intervenir la police pour évacuer l'occupation des sans-facs**

Depuis mercredi soir, le collectif des sans-facs de Nanterre, soutenu par plusieurs organisations dont le NPA Jeunes Révolutionnaires, occupait le bâtiment de la présidence de la fac de Nanterre pour demander des négociations et des inscriptions pour 80 étudiantes et étudiants toujours privés de fac depuis la rentrée. Un droit mis à mal par les politiques austéritaires et la sélection avec notamment Parcoursup ou Mon Master. Tout le monde pourrait avoir une place à la fac si on y mettait récupérerait les 211 milliards d'aides aux entreprises ou les 413 milliards du budget de l'armée. La présidente, prétendument « de gauche » a répondu aux sans-facs en appelant la police pour évacuer l'occupation ce jeudi soir ! Pense-t-elle porter un coup aux sans-facs qui se battent pour leur droit à étudier dans la fac et la filière de leur choix ? Cette intervention policière n'entache en rien leur détermination. Elle montre en revanche ce qu'est capable de faire la gauche quand elle est au pouvoir : réprimer celles et ceux qui se battent contre cette société injuste et inégalitaire.

**Un rassemblement contre la répression policière et pour l'inscription des sans-facs se tiendra ce lundi 20 octobre à 12h30 à la fac de Nanterre devant le Bâtiment Grappin !**

### **Sarkozy en prison : une indignation à deux vitesses**

Nicolas Sarkozy, condamné à cinq ans de prison par le tribunal judiciaire de Paris pour « association de malfaiteurs » dans l'affaire du financement libyen de sa campagne électorale de 2007, sera donc incarcéré le 21 octobre à la prison de la Santé à Paris. Aussitôt la droite et l'extrême droite, qui en général n'ont pas de mots assez durs pour critiquer « le laxisme de la justice » lorsque cette dernière condamne des jeunes de banlieue ou des manifestants avec exécution provisoire, a volé au secours de l'ancien président de la République pour dénoncer « une justice politique », voire « trop sévère ». De Marine Le Pen à Éric Ciotti en passant par les Républicains Bellamy et Le Rudelier, le président Renaissance de la région Paca, Renaud Muselier, l'ancien ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau et le président du Sénat, Gérard Larcher, chacun y est allé de son indignation ou de sa larme à l'œil. Une solidarité de classe donc.

### **Madagascar : le président Andry Rajoelina exfiltré par la France**

Andry Rajoelina a finalement été renversé par les manifestations de la jeunesse, dite « GenZ », commencées le 25 septembre pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité récurrentes sur l'île,

et la corruption généralisée. La répression a fait au moins 22 morts depuis le début du mouvement. Lâché par une partie de l'armée, le dictateur malgache a dû passer la main. Il a été exfiltré du pays dans un avion militaire envoyé par Paris : l'impérialisme français prend soin jusqu'au bout des fantoches qu'il a placés au pouvoir dans ses anciennes colonies. Après le départ de Rajoelina, l'ensemble de la classe politique locale, mais aussi la gendarmerie et l'armée, se sont ralliées au mouvement pour mieux le contrôler et finalement le trahir. Face à cela, les classes populaires ont tout intérêt à rester mobilisées et à continuer à se battre pour leurs revendications sans croire aux sauveurs suprêmes.

### **Stellantis s'attaque aux chauffeurs de transports**

L'accélération de la fermeture de l'usine automobile Stellantis de Poissy continue. Il y a trois ans, la direction avait déjà incité les salariés à quitter l'usine pour devenir chauffeurs de camion porte-véhicule pour alimenter les concessions Stellantis, promettant bon salaire et nouvelle vie loin de l'usine en déclin. Ce mois-ci, elle a annoncé que les 150 chauffeurs Stellantis vont passer de la convention de la métallurgie à celle du transport : pour 42 heures de travail par semaine ils perdront 700 à 800 par mois ! La direction dit qu'à l'avenir ils ne feront plus 42 heures, mais 50 minimum (avec équivalent d'un taux horaire qui s'effondre quand même). En cas de refus de signer l'avenant, la direction enverra définitivement le chauffeur à la chaîne au montage. L'heure est à la colère face à tant de malhonnêteté et d'attaques.

### **Le NPA-Révolutionnaires présent aux élections municipales de 2026**

La rentrée est plus animée sur le plan des luttes sociales cette année, et ce n'est pas pour nous déplaire ! C'est dans ce contexte que le NPA-Révolutionnaires a décidé d'être présent aux élections municipales de mars 2026. Face aux illusions selon lesquelles il suffirait de déléguer notre pouvoir à quelques élus pour améliorer nos vies, nous proposerons un programme en lien avec nos luttes : interdiction des licenciements, hausse des salaires d'au moins 400 euros, défense et extension des services publics... Ce programme concerne aussi l'échelle locale : on ne peut par exemple combattre le mal-logement sans s'attaquer au capitalisme, racine de la misère. Dans cette élection comme dans les luttes, les organisations se réclamant du communisme révolutionnaire doivent agir ensemble. C'est dans cet esprit que nous avons proposé à Lutte ouvrière de présenter des listes communes et que nous poursuivrons ces démarches en préparant nos propres listes.